



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## SOLICITATION AMENDMENT

## MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

### Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY  
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES  
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

### Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

### Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL  
Division/Services professionnels en informatique -  
division EL  
4C2, Place du Portage  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> EC IT Professional Services - TBIPS	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 05005-150334/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 009
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 05005-150334	<b>Date</b> 2016-06-07
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EL-634-30180	
<b>File No. - N° de dossier</b> 634el.05005-150334	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-06-22</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Durigan, Angela	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 634el
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-4990 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

La modification 009 apportée à la demande de propositions (DP) vise à répondre aux questions de soumissionnaires.

## QUESTIONS ET RÉPONSES

### Question 53:

En ce qui concerne les catégories qui figurent dans l'Énoncé des travaux (EDT) d'Élections Canada, il existe peu ou pas d'équivalences aux EDT des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) sur lesquels l'ensemble des DP du Gouvernement du Canada fonde ses critères.

Par exemple, nous avons fourni l'EDT des SPICT pour le spécialiste du soutien opérationnel du volet de travail 4, ci-dessous ainsi qu'un renvoi à l'EDT d'Élections Canada.

Sur le plan des équivalences, les quatre premières puces de l'EDT d'Élections Canada correspondent à la première puce de l'EDT des SPICT; les autres puces de l'EDT d'Élections Canada n'ont aucune équivalence. Par conséquent, il serait presque impossible de satisfaire l'équivalence obligatoire de 60 %.

Nous proposons que l'État modifie sa demande de façon à ce qu'elle corresponde à 60 % de la catégorie connexe des SPICT et non à 60 % de l'EDT d'Élections Canada.

EDT DES SPICT POUR LE SPÉCIALISTE DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL	EDT D'ÉLECTIONS CANADA POUR LE SPÉCIALISTE DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL
<ul style="list-style-type: none"><li>Assurer l'administration des systèmes et le soutien aux opérations des systèmes, y compris la configuration des accès et profils utilisateurs, des sauvegardes et des reprises ainsi que des opérations courantes des systèmes informatiques.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>configurer les accès des utilisateurs</li><li>configurer les profils d'utilisateur</li><li>effectuer des sauvegardes et des récupérations</li><li>effectuer les opérations journalières liées aux systèmes informatiques</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>Effectuer les mises à niveau logicielles et apporter les correctifs.</li></ul>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Fournir une interface client pour faire en sorte que les modifications exigées soient apportées.</li></ul>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Surveiller les tendances de la charge de travail informatique et effectuer des modifications afin d'assurer l'utilisation optimale des ressources informatiques.</li></ul>	

### LES PUCES CI-DESSOUS N'ONT AUCUNE ÉQUIVALENCE LIÉE AUX SPICT

- créer, modifier et fermer les comptes et les boîtes aux lettres du réseau local (capacité, messagerie vocale)
- créer, modifier ou supprimer des accès aux fichiers, à des boîtes aux lettres partagées, des contacts externes et des groupes de sécurité
- accéder, modifier ou supprimer des dossiers publics au moyen d'Enterprise Vault
- récupérer et modifier des listes de distribution
- gérer la fonction d'administration du réseau local et des comptes d'utilisateur
- accomplir des tâches de gestion de groupe, notamment l'octroi d'accès aux fichiers (ajout, modification, suppression de droits liés aux ressources dans les structures de fichier) et des fonctions liées à la sécurité (ajout de ressources aux groupes, modification et suppression d'accès aux ressources pour les groupes de sécurité)
- tenir à jour la liste de distribution par courriel

- réaliser les services administratifs nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement de TI commun des salles de réunion
- administrer les boîtes aux lettres des utilisateurs (création, augmentation de la taille, suppression)
- administrer les boîtes aux lettres partagées (création, augmentation de la taille, suppression)
- intégrer Enterprise Vault aux boîtes aux lettres et aux fichiers partagés

#### Réponse 53:

L'exigence selon laquelle les travaux facturés pour la catégorie de ressources doivent comprendre 60 % des tâches connexes énumérées dans l'EDT demeure inchangée. Il est à noter que dans le cadre des SPICT, chaque catégorie comprend une liste de responsabilités qui pourraient être prises en compte; toutefois, cette liste ne se limite pas à ces responsabilités précises. L'EDT de la présente DP comprend des tâches qui obligent Élections Canada à acquérir des ressources afin d'effectuer les travaux.

#### Question 54:

La question et la réponse 48 confirment que « Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède l'expérience dans sa soumission ». La question et la réponse 22 confirment également que « Le soumissionnaire peut fournir jusqu'à huit références de contrats pour chaque catégorie de ressources d'un volet de travail. » Compte tenu de ces précisions, pour qu'une proposition de qualité soit créée, plus de 6 000 tâches doivent être démontrées et évaluées (huit volets de travail X 50 catégories de ressources X ~ 15 tâches par catégorie de ressources). De plus, il est possible que le client doive maintenant demander jusqu'à 400 formulaires de référence de clients (huit volets de travail X 50 catégories de ressources) **par soumissionnaire**. Cela aura une grande incidence sur le temps et les ressources nécessaires pour présenter cette demande de soumissions et l'évaluer. Nous demandons que le client modifie le temps qu'il consacrera à préparer et à évaluer les réponses en réduisant le nombre total de références contractuelles permis par volet au nombre initialement prévu, soit huit. En outre, étant donné que la DP a changé radicalement avec la question et la réponse 48, au moins quatre semaines sont demandées pour fournir une réponse de qualité. Enfin, si le client ne souhaite pas ramener le nombre total de références contractuelles autorisé par volet de travail au nombre prévu initialement, soit huit, les soumissionnaires demanderont à obtenir des modèles de réponse du soumissionnaire pour s'assurer qu'ils présentent les renseignements de façon adéquate et dans un format facile à évaluer. Par exemple, le volet de travail 1 nécessitera un modèle comportant 64 colonnes au lieu de huit.

#### Réponse 54:

L'exigence demeure inchangée. Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir le nombre maximal de références contractuelles pour chaque catégorie de ressources.

En ce qui a trait à la question 48, afin de clarifier la réponse, il était prévu d'indiquer que le soumissionnaire ne peut uniquement s'appuyer sur la confirmation de la personne-ressource du client (s'il a été contacté par l'État) pour confirmer une expérience de catégorie de main-d'œuvre semblable si les catégories de main-d'œuvre ne font pas partie des catégories des SPICT énumérées au critère O1. Il demeure obligatoire que le soumissionnaire fournisse une liste des catégories de ressources (au moins trois pour les volets de travail 1 à 6 et au moins deux pour les volets de travail 7 et 8) indiquées au critère O1 et qui participaient au projet en même temps, et ce, pendant au moins six mois.

Les modèles de réponse du soumissionnaire ne seront pas modifiés. Au besoin, le soumissionnaire peut ajouter des colonnes ou des rangées.

La date de clôture de la demande de soumissions a été reportée au 22 juin 2016. Consulter la modification de la demande de soumissions 008.

**Question 55:**

En ce qui a trait à la question et à la réponse 48 de la modification 7, lorsqu'on lui a posé une question concernant la démonstration de l'expérience liée aux mêmes catégories de main-d'œuvre dans le cadre de chaque contrat pour les critères O2 et C2, l'État a répondu que « le soumissionnaire doit démontrer son expérience dans sa proposition ». Cependant, dans le formulaire de référence du client concernant le critère O2 fourni dans la DP (page 134), il n'y a aucune section permettant de démontrer la catégorie de ressources. Le formulaire de référence indique « Liste des catégories de ressources (au moins trois) indiquées dans le critère O1 qui faisaient partie du projet en même temps et pendant au moins six mois ».

L'État pourrait-il clarifier sa réponse à la question et à la réponse 48 et décrire ce que l'on attend des soumissionnaires dans le cadre de la démonstration de leur expérience?

Le fait de demander aux soumissionnaires de démontrer chaque catégorie de ressources aux fins de référence aux critères O2 et C2 constitue un changement important par rapport à la formulation originale de la DP; ce changement aura des répercussions considérables sur le niveau d'effort requis pour répondre à cette demande de soumissions.

**Réponse 55:**

Consulter la réponse 54 ci-dessus.

**Question 56:**

La réponse à la question 48 indique que *le soumissionnaire doit démontrer son expérience (pour les critères O2 et C2) dans sa proposition*. Nous estimons que cette réponse n'est pas claire puisque le formulaire de référence du client concernant le critère O2 de la pièce jointe 2.1 ne contient pas de section permettant de démontrer un renvoi aux tâches et aux catégories, mais plutôt une case dans laquelle on peut indiquer au moins trois catégories qui participaient au projet en même temps, et ce, sur une période d'au moins six mois.

Les DP semblables (comme la DP n° A0414-145921/A) à celle-ci exigent que les fournisseurs énumèrent **uniquement** les catégories supplémentaires fournies à titre de démonstration suffisante d'un critère coté (et non de fournir la mise en correspondances des tâches et des catégories), comme cela semble être également le cas dans le présent modèle. Conformément aux instructions à l'intention des soumissionnaires, le soumissionnaire, en présentant sa soumission, atteste que ces renseignements sont exacts.

Nous demandons respectueusement à l'État de confirmer que, pour les critères O2 et C2, un fournisseur doit uniquement fournir une « liste des catégories de ressources (au moins trois) indiquées dans le critère O2 qui participaient au projet en même temps, et ce, sur une période d'au moins six mois », comme le modèle l'indique à la page 135 de 155.

Si l'État souhaite que les fournisseurs fournissent une mise en correspondance des tâches et des catégories pour prouver qu'ils respectent les critères O2 et C2, prière de fournir un modèle mis à jour et d'autoriser une prolongation de trois semaines, étant donné que pour obtenir tous les points, les répondants devront démontrer jusqu'à trois ressources dans le cadre de cinq projets, ce qui porte le nombre minimal de démonstrations de catégories à 15 de plus, dont bon nombre comporteront jusqu'à 20 puces, et 60 % de ces éléments doivent être démontrés. Il s'agit d'une quantité importante de travaux imprévus; de plus, on s'éloigne de la portée originale de la réponse à la présente DP.

**Réponse 56:**

Consulter la réponse 54 ci-dessus.

**Question 57:**

Des précisions doivent être apportées :

**Concernant la modification n° 6 ainsi que la question et la réponse n° 26 :**

**Question 26:**

**Le Canada pourrait-il confirmer que les soumissionnaires peuvent utiliser de l'expérience acquise au sein du gouvernement du Canada, du gouvernement de l'Ontario ou du secteur privé afin de démontrer qu'ils sont compétents dans l'une ou l'autre des catégories exigées, pourvu que l'expérience corresponde à 60 % des tâches décrites dans l'énoncé des travaux de cette catégorie? Cela revient à dire que les titres de catégories pourraient être différents, du moment que le soumissionnaire présente de l'expérience pour les tâches correspondantes..**

**Réponse 26:**

**Les soumissionnaires peuvent utiliser tout contrat conclu avec le gouvernement du Canada, le gouvernement de l'Ontario ou le secteur privé. Les autres mécanismes de passation de contrats ne seront pas acceptés.**

La réponse à cette question semble limiter les références de l'organisation qui sont mises à la disposition des soumissionnaires pour respecter les critères O2 et C2. La DP originale ne semble pas appliquer de paramètre sur le type d'organisation qui peut être utilisé à titre de référence pour répondre à ces critères. Confirmer que les soumissionnaires peuvent utiliser comme référence un contrat conclu avec tout type d'organisation cliente, que ce soit un ministère ou un organisme du gouvernement du Canada, un gouvernement ou un territoire provincial, une société d'État, un organisme sans but lucratif ou une autre entreprise du secteur privé. Confirmer également que ce serait la même chose pour les critères O2 et C2.

**Réponse 57:**

Les soumissionnaires peuvent utiliser comme référence un contrat conclu avec tout type d'organisation cliente, que ce soit un ministère ou un organisme du gouvernement du Canada, un gouvernement ou un territoire provincial, une société d'État, un organisme sans but lucratif ou une autre entreprise du secteur privé. La réponse ne visait pas à limiter l'organisation qui pouvait être utilisée à titre de référence, mais plutôt à indiquer que la référence doit être une référence contractuelle et non un autre type de mécanisme (p. ex., arrangement en matière d'approvisionnement, protocole d'entente, offre à commandes, etc.).

**Question 58:**

Vous trouverez ci-dessous une question d'éclaircissement concernant l'AMA des SPICT (05005-150334/A) visant des services professionnels en IT pour EC.

**Question 26:**

**Le Canada pourrait-il confirmer que les soumissionnaires peuvent utiliser de l'expérience acquise au sein du gouvernement du Canada, du gouvernement de l'Ontario ou du secteur privé afin de démontrer qu'ils sont compétents dans l'une ou l'autre des catégories exigées, pourvu que l'expérience corresponde à 60 % des tâches décrites dans l'énoncé des travaux de cette catégorie? Cela revient à dire que les titres de catégories pourraient être différents, du moment que le soumissionnaire présente de l'expérience pour les tâches correspondantes.**

**Réponse 26:**

**Les soumissionnaires peuvent utiliser tout contrat conclu avec le gouvernement du Canada, le gouvernement de l'Ontario ou le secteur privé. Les autres mécanismes de passation de contrats ne seront pas acceptés.**

Question de suivi : Est-ce que le Canada peut confirmer que les références ne doivent pas se limiter à l'Ontario et que les clients cités en référence (gouvernement ou secteur privé) de toutes les provinces sont acceptables?

**Réponse 58:**

Consulter la réponse 57 ci-dessus.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
05005-150334/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
05005-150334

Amd. No. - N° de la modif.  
009  
File No. - N° du dossier  
634el05005-150334

Buyer ID - Id de l'acheteur  
634el  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**Question 59:**

Même si une prolongation de deux semaines a déjà été accordée, nous prions l'État d'envisager de prolonger de deux ou trois semaines de plus la date de clôture de la présente DP. Avec huit volets de soumissions, les soumissionnaires doivent accomplir une énorme quantité de travail afin de rassembler tous les renseignements nécessaires pour présenter une proposition complète. Bien que nous comprenions que l'État travaille en fonction de délais serrés pour conclure ces contrats, les clients seraient mieux servis si les soumissionnaires disposaient du temps nécessaire pour présenter une soumission conforme et bien préparée.

**Réponse 59:**

La date de clôture de la demande de soumissions a été reportée au 22 juin 2016. Consulter la modification de la demande de soumissions 008.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.**